



HAL
open science

La Question irlandaise selon Marx et Engels vue sous un jour nouveau

Olivier Coquelin

► **To cite this version:**

Olivier Coquelin. La Question irlandaise selon Marx et Engels vue sous un jour nouveau. *European Legacy*, 2007, 12 (6), pp.679-693. 10.1080/10848770701564992 . hal-02387426

HAL Id: hal-02387426

<https://hal.science/hal-02387426v1>

Submitted on 1 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

This article was downloaded by: [Olivier Coquelin]

On: 01 July 2013, At: 07:14

Publisher: Routledge

Informa Ltd Registered in England and Wales Registered Number: 1072954 Registered office: Mortimer House, 37-41 Mortimer Street, London W1T 3JH, UK



The European Legacy: Toward New Paradigms

Publication details, including instructions for authors and subscription information:

<http://www.tandfonline.com/loi/cele20>

La Question irlandaise selon Marx et Engels vue sous un jour nouveau

Olivier Coquelin

Published online: 07 Sep 2007.

To cite this article: Olivier Coquelin (2007): La Question irlandaise selon Marx et Engels vue sous un jour nouveau, *The European Legacy: Toward New Paradigms*, 12:6, 679-693

To link to this article: <http://dx.doi.org/10.1080/10848770701564992>

PLEASE SCROLL DOWN FOR ARTICLE

Full terms and conditions of use: <http://www.tandfonline.com/page/terms-and-conditions>

This article may be used for research, teaching, and private study purposes. Any substantial or systematic reproduction, redistribution, reselling, loan, sub-licensing, systematic supply, or distribution in any form to anyone is expressly forbidden.

The publisher does not give any warranty express or implied or make any representation that the contents will be complete or accurate or up to date. The accuracy of any instructions, formulae, and drug doses should be independently verified with primary sources. The publisher shall not be liable for any loss, actions, claims, proceedings, demand, or costs or damages whatsoever or howsoever caused arising directly or indirectly in connection with or arising out of the use of this material.

La Question irlandaise selon Marx et Engels vue sous un jour nouveau

~ OLIVIER COQUELIN ~

RÉSUMÉ *Que Karl Marx et Friedrich Engels aient à la fin des années 1860 uni la destinée de leur projet de révolution prolétarienne universelle à l'Irlande, est généralement méconnu. Principal obstacle à l'avènement en Angleterre d'un parti ouvrier révolutionnaire, auquel les deux théoriciens avaient assigné le rôle dirigeant de leur stratégie politique, la question irlandaise se devait donc d'être réglée, selon eux, à la faveur de l'indépendance nationale de l'Irlande. Or le fait que jamais ces desseins n'aboutissent, apporte la preuve pour d'aucuns que Marx et Engels s'étaient trompés quant à la nature du problème posé. Qu'en fut-il au juste? L'examen critique dont les deux révolutionnaires allemands font l'objet ne tend-il pas à négliger certains paramètres, ouvrant ainsi la voie à une relecture de l'analyse marxienne vis-à-vis de la question irlandaise?*

Dans un pays à dominance rurale et agricole comme l'Irlande du XIX^e siècle, la question sociale devait inéluctablement reposer, pour l'essentiel, sur un domaine agraire que d'aucuns, à l'époque, appréhendèrent dans une perspective essentiellement économique. Tel fut le cas, entre autres, de Karl Marx et de Friedrich Engels qui, partant d'une conception matérialiste de l'histoire, inscrivirent les troubles sociaux inhérents à l'Irlande dans le cadre de la révolution prolétarienne universelle appelée de leurs vœux. Marx admit, toutefois, qu'en Irlande le problème n'était pas "simplement d'ordre économique", mais "en même temps une question nationale,"¹ et qu'en l'absence d'une substantielle bourgeoisie urbaine, la question agraire avait jusque-là constitué "la forme exclusive de la question sociale,"² laquelle était donc "inséparable de la question nationale."³ De ce postulat allaient s'inspirer, plusieurs décennies plus tard, certains dirigeants du mouvement ouvrier irlandais, au premier rang desquels James Connolly, dans l'expression théorique et pratique de leurs desseins révolutionnaires. Ce qui nous amène, par voie de conséquence, à nous interroger sur le degré de pertinence de l'analyse marxienne au regard précisément de la dite question irlandaise. D'autant plus que, loin de faire l'unanimité, celle-ci devait essuyer de vives critiques, dont l'une des plus fameuses fut sans doute celle formulée, à la fin des années 1960, par l'historien irlandais, Nicholas Mansergh, lui-même porteur d'un diagnostic alternatif fondé sur la primauté du politique



Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Université de Bretagne Occidentale, 20 rue Duquesne, BP 814, 29285 Brest Cedex, France. Email: O.Coquelin@wanadoo.fr

sur l'économique. Si ce dernier apparaît persuasif à bien des égards, il conviendra néanmoins de donner un éclairage nouveau aux écrits de Marx et Engels sur l'Irlande, à partir duquel l'on supputera la pertinence de la thèse de Mansergh. De ce nouvel examen pourra alors ressortir une définition de la question irlandaise qui nous permettra de mieux apprécier, à l'aune des réalités sociologiques et politiques du pays, l'orientation stratégique et idéologique des classes laborieuses irlandaises, depuis les années 1790 jusqu'à l'avènement de l'État Libre d'Irlande en 1922.

LE RÔLE MOTEUR DE L'IRLANDE DANS LES DESSEINS RÉVOLUTIONNAIRE DE MARX ET ENGELS

Marx et Engels portèrent un intérêt particulier à l'Irlande, lequel se manifesta pour l'essentiel au travers de leurs relations épistolaires, notamment dans la période allant de 1856 à 1870. Des deux hommes, Engels fut le premier à qui la question irlandaise donna matière à réflexion. Installé à Manchester à partir de 1842, il avait pu se faire une idée de l'indigence dans laquelle vivait la communauté irlandaise.⁴ Ses contacts avec le mouvement chartiste⁵ lui permirent aussi de faire la connaissance d'un certain nombre de révolutionnaires et socialistes irlandais, parmi lesquels figuraient les sœurs Burns dont l'une d'elles, Mary, allait devenir sa compagne. Ces rencontres eurent pour effet d'éveiller davantage son attention à l'endroit de l'Irlande: il se mit alors à l'étude du gaélique, forma le dessein de rédiger une histoire de l'Irlande qui jamais ne dépassa l'état d'épure, et par deux fois se rendit en Irlande, en 1856 et 1869.⁶ De son premier voyage, il en brossa un sombre portrait dans une lettre qu'il écrivit à Marx, le 23 mai 1856:

Artificiallement, du fait d'une oppression conséquente, ils [les Irlandais] sont devenus une nation de gueux et à présent, c'est connu, ils ont pour vocation de fournir l'Angleterre, l'Amérique, l'Australie etc., en putains, journaliers, *maquereaux*, truands, charlatans et autres gueux. Ce caractère, cette gueusaille, on la découvre aussi dans l'aristocratie. Les propriétaires fonciers, partout ailleurs embourgeoisés, sont ici tout à fait gueux. Leurs résidences sont entourées d'immenses parcs mais, tout autour, c'est le désert et on ne voit nulle part d'où peut bien leur venir l'argent.⁷

Cette Irlande, dépeinte sous les traits d'un véritable cloaque, Engels l'attribua aux effets délétères du colonialisme: "On peut considérer l'Irlande comme la première colonie anglaise . . . , et ici on constate déjà que la prétendue liberté des citoyens anglais repose sur l'oppression des colonies."⁸ Apparaît également en filigrane, dans les assertions d'Engels, comme une sorte de diatribe implicite prononcée contre la position qui avait été leur (la sienne et celle de son ami Marx) à l'égard d'une question irlandaise dont le règlement n'aurait su, selon eux, résider dans la séparation de l'Irlande et de l'Angleterre. Toutefois, à partir de 1867, Marx devait porter un regard nouveau sur les liens qui unissaient les "îles sœurs,"⁹ influencé en cela par l'infléchissement de la "domination anglaise en Irlande" depuis la Grande famine de 1845-49. Dans une lettre adressée à Engels, le 30 novembre 1867, il expliquait:

Ce que les Anglais ignorent encore, c'est que, depuis 1846, la domination anglaise en Irlande a totalement changé de contenu économique et partant d'objectif politique
Quoi de plus ridicule que de mettre dans le même panier les atrocités d'Elisabeth ou de

Cromwell cherchant à chasser les Irlandais en les remplaçant par des colons (au sens romain du terme) anglais et le système actuel, qui veut remplacer les Irlandais par des moutons, des porcs et des bœufs! Le système en vigueur de 1801 à 1846, ... avec ses *rackets* (hommes de paille) et ses *middlemen* (intermédiaires), s'est effondré en 1846... D'où, dès lors, *systematic consolidation of farms* (remembrement systématique des domaines). L'*Encumbered Estates Act* qui transformait une masse d'anciens *middlemen* enrichis en landlords précipita ce processus. *Clearing of the Estate of Ireland* (expropriation de l'Irlande)!, telle est l'unique signification de la domination anglaise en Irlande. Ce *stupide* gouvernement anglais de Londres ne sait évidemment rien de cet immense *change* (changement) qui s'est opéré depuis 1846. Mais les Irlandais eux, le savent.¹⁰

Les expulsions massives des tenanciers irlandais, résultat de cette nouvelle politique, avait donc fait prendre conscience à Marx de l'urgence, voire de l'inéluctabilité d'une séparation effective de l'Irlande et de l'Angleterre, "bien qu'une *fédération* [pût] se constituer après la scission."¹¹ Cependant, il semble que, pour le philosophe allemand, le véritable enjeu fût moins la future autonomie ou indépendance de l'Irlande que de tourner la question irlandaise à l'avantage du prolétariat anglais. Toujours dans la lettre datée du 30 novembre, il stipulait:

Quant à nous, que faut-il à présent que nous conseillions aux ouvriers *anglais*? Voilà la question. A mon avis, ils doivent faire du *Repeal* (l'abrogation) de l'Union¹²... un article de leur *pronunciamiento* (programme de lutte). C'est la seule forme légale et par conséquent possible de l'émancipation irlandaise qui puisse être intégrée dans le programme d'un parti *anglais*. L'expérience montrera ultérieurement si la simple union personnelle entre les deux pays est viable. Je le crois à moitié, à condition que cela intervienne à temps.¹³

Et Marx de conclure:

Ce dont les irlandais ont besoin, c'est de:

- 1 - Un gouvernement autonome et l'indépendance à l'égard de l'Angleterre.
- 2 - La révolution agraire. Avec la meilleure volonté du monde, les anglais ne peuvent la faire à leur place; mais ils peuvent leur fournir les moyens légaux de la faire eux-mêmes.
- 3 - Une protection douanière contre l'Angleterre.¹⁴

En clair, toute réforme destinée à l'Irlande ne pouvait aboutir, selon Marx, sans le concours du prolétariat anglais. Pour ce faire, mieux valait à l'évidence encourager tout lien fraternel entre les classes laborieuses des deux pays, notamment par l'avènement d'un parti ouvrier, indépendant et révolutionnaire, que ne manquerait pas de générer la promulgation d'une *Reform Act* de 1867 qui accordait le droit de vote, entre autres, aux travailleurs les plus aisés. Or la loi de 1867 ne devait pas, au bout du compte, répondre aux attentes de Marx et Engels. Ce qui, d'une certaine manière, ne laisse pas de surprendre dans la mesure où, si l'on ajoute foi aux assertions des historiens, A. L. Morton et George Tate, la lutte orchestrée par la *National Reform League*, de 1865 à 1867, n'avait pas été sans rappeler sous bien des aspects l'agitation chartiste des années 1838-48. A tel point que l'"on aurait pu croire que la *National Reform League* allait devenir un puissant parti de la classe ouvrière."¹⁵ Seulement, comme le soulignent plus loin les deux historiens: "La différence fondamentale entre ces événements et ceux de l'époque du chartisme fut l'absence d'une conscience de classe indépendante."¹⁶ Une carence qui

s'explique, toujours d'après Morton et Tate, par le fait que les dirigeants de la *Reform League* s'accommodaient des idées capitalistes défendues par le parti libéral et, partant, ne visaient pas au-delà d'une simple intégration des classes laborieuses dans les sphères décisionnelles existantes, à l'inverse justement de feu les chartistes qui eux avaient envisagé les travailleurs comme "la force prépondérante de la société."¹⁷ De sorte qu'à partir de 1867, l'esprit qu'il fut convenu d'appeler *Lib-Lab* allait se matérialiser, en premier lieu lors des élections législatives de 1868 qui virent la *Reform League* faire campagne pour les libéraux—du moins pour ceux d'entre eux qui éprouvaient de la sympathie à l'égard du mouvement syndical—, lesquels encouragèrent et soutinrent, en retour, la candidature de quelques dirigeants syndicaux, en des circonscriptions où ils n'avaient de toute façon guère de chance d'être élus.¹⁸ De son côté, Engels devait stigmatiser la collaboration de classe préconisée par des dirigeants ouvriers anglais qu'il considérait comme les thuriféraires du pouvoir. Ce que confirme d'ailleurs cet extrait d'un article consacré aux élections législatives de 1874:

In order to get into Parliament the 'labour leaders' had recourse, in the first place, to the votes and money of the bourgeoisie and only in the second place to the workers themselves. But in doing so they ceased to be workers' candidates and turned themselves into bourgeois candidates. They did not appeal to a working-class party that still had to be formed but to the bourgeois "great Liberal Party."¹⁹

De plus, à l'absence d'un parti de la classe ouvrière, résolument révolutionnaire, s'ajoutait une profonde aversion des ouvriers anglais à l'encontre des travailleurs immigrés irlandais, perçus comme de pernicious concurrents. En 1872, Engels expliquait ce phénomène en ces termes:

With such a competitor the English working-man has to struggle, with a competitor upon the lowest plane possible in a civilised country, who for this very reason requires less wages than any other. Nothing else is therefore possible than that . . . the wages of English working-man should be forced down further and further in every branch in which the Irish compete with him.²⁰

Marx aussi prit conscience de cet antagonisme entre les prolétaires des deux pays. Il le fit savoir par voie épistolaire notamment à Ludwig Kugelmann en novembre 1869: "Tout mouvement populaire en Angleterre même est paralysé par le différend avec les Irlandais qui forment, en Angleterre, une fraction très importante de la classe ouvrière."²¹ Ce différend, auquel Marx fait ici référence, revêtait en fait la forme d'un obstacle bien difficile à surmonter, entravant par là même toute velléité d'unir les classes ouvrières anglaise et irlandaise sur une base révolutionnaire. Un obstacle qui, du coup, contraignit les deux théoriciens à infléchir quelque peu leurs desseins quant aux moyens à mettre en œuvre pour parvenir à leurs fins. A présent, Marx était convaincu que le mouvement ouvrier anglais ne pourrait jamais rien entreprendre de décisif en Angleterre, tant qu'il ne se serait pas *ad vitam aeternam* débarrassé de la question irlandaise. Il fallait donc, dans un premier temps, à tout prix abroger l'Union pour y substituer, de préférence, une fédération anglo-irlandaise "librement consentie."²² Car, une fois son autonomie politique acquise, le peuple irlandais serait alors plus à même d'abattre une oligarchie foncière exécrée, ce qui par la suite ouvrirait la voie à la formation d'un mouvement révolutionnaire

en Angleterre. Sur ce point, Marx précisa sa pensée dans une lettre à Sigfrid Meyer et August Vogt, datée du 9 avril 1870:

L'Irlande est le *bulwark* (bastion) de l'*aristocratie foncière anglaise*. L'exploitation de ce pays ne constitue pas seulement la source principale de sa richesse matérielle. Elle constitue sa plus grande force *morale*. Elle représente, *in fact* (en fait), la *domination de l'Angleterre sur l'Irlande*. L'Irlande est par conséquent le *grand moyen* par lequel l'aristocratie anglaise maintient *sa domination en Angleterre même*... Mais la bourgeoisie anglaise a des intérêts encore bien plus importants dans l'économie irlandaise actuelle. Par suite de la concentration sans cesse croissante des fermages, l'Irlande déverse régulièrement ses surplus sur le *labour market* (marché du travail) anglais et pèse sur les *wages* (salaires) en même temps que sur la position matérielle et morale de la classe ouvrière anglaise.²³

D'où la nécessité, estimait-il à tort—comme nous le verrons plus loin—, de se défaire de l'Irlande en vue de porter un coup fatal à la suprématie de l'aristocratie et de la bourgeoisie sur la société anglaise. Sauf que le problème posé par l'immigration irlandaise faisait barrage à toute prise de position de la classe ouvrière anglaise en faveur de l'émancipation de l'Irlande:

Le travailleur anglais moyen hait le travailleur irlandais, parce qu'il voit en lui un concurrent responsable de la baisse de son *standard of life* (niveau de vie). Il se sent face à ce dernier, membre de la *nation dominante*, il se fait par là l'instrument de ses propres capitalistes et aristocrates *contre l'Irlande* et consolide ainsi leur domination *sur lui-même*. Il nourrit contre lui des préjugés religieux, sociaux et nationaux... Il [le travailleur irlandais] voit dans le travailleur anglais le complice et l'instrument stupide de la *domination anglaise en Irlande*... *Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise*, en dépit de son organisation. C'est le secret du maintien du pouvoir de la classe capitaliste. Cette dernière en a parfaitement conscience.²⁴

Pourtant, l'Angleterre apparaissait bel et bien comme une terre d'élection pour la révolution prolétarienne universelle, envisagée par Marx et Engels:

L'Angleterre, métropole du capital, jusqu'à présent puissance dominante sur le marché mondial, est pour l'instant le pays le plus important pour la révolution ouvrière, et, de surcroît, l'*unique* pays où les conditions matérielles de cette révolution sont relativement mûres. Précipiter la révolution sociale en Angleterre est donc l'objectif principal de l'Association internationale des travailleurs. Le seul moyen de la précipiter, c'est de rendre l'Irlande indépendante. D'où la tâche de l'"Internationale": mettre partout au premier plan le conflit qui oppose l'Angleterre et l'Irlande, prendre en tous lieux ouvertement parti pour l'Irlande.²⁵

La révolution sociale prévue en Angleterre devait donc s'amorcer en Irlande même, dans un premier temps à la faveur d'une révolution nationale—preuve s'il en est que Marx avait conféré à la question irlandaise une dimension politique autrement plus importante que d'aucuns n'allaient le suggérer:

Si demain l'armée et la police anglaises quittent l'Irlande, vous aurez immédiatement une révolution agraire en Irlande. Mais la chute de l'aristocratie anglaise en Irlande conditionne et entraîne nécessairement sa chute en Angleterre. C'est alors que serait remplie la condition première de la révolution prolétarienne en Angleterre. Parce que la *question agraire* constitue jusqu'à présent en Irlande la *forme exclusive* de la question

sociale; parce que c'est une *question de vie ou de mort* pour l'immense majorité du peuple irlandais, et parce qu'elle est en même temps inséparable de la question *nationale*, pour toute ces raisons, l'anéantissement de l'aristocratie foncière anglaise est une opération infiniment plus aisée à faire en Irlande qu'en Angleterre même. Sans parler du caractère plus passionné et plus révolutionnaire des Irlandais, comparé à celui des Anglais.²⁶

Et Marx de bien souligner qu'il fallait faire de cette stratégie non pas une question de sympathie pour l'Irlande, mais une revendication destinée à servir les intérêts du prolétariat anglais:

La tâche spéciale du Conseil central à Londres: éveiller la classe ouvrière anglaise à la conscience que l'*émancipation nationale de l'Irlande* n'est pas *pour elle* une *question of abstract justice or humanitarian sentiment* (de justice abstraite ou de sentiments humanitaires) mais au contraire *the first condition of their own social emancipation* (la première condition de sa propre émancipation sociale).²⁷

Autrement dit, pour obtenir son émancipation sociale, la classe ouvrière anglaise n'avait d'autre choix, toujours selon Marx et Engels, que de militer en premier lieu en faveur de l'émancipation nationale de l'Irlande.

Du reste, dès 1867, les deux théoriciens allemands avaient pris fait et cause pour un mouvement *Fenian*,²⁸ dont l'insurrection déclenchée en mars s'était soldée par un échec, suivi de l'arrestation d'un grand nombre de ses activistes. Or l'évasion en septembre de deux d'entre eux devait s'achever de façon tragique par le décès accidentel de l'un des gardiens. Conséquemment à la condamnation à mort de trois des quatre Irlandais accusés d'avoir participé à l'opération, une vague de protestations déferla alors à la fois sur l'Irlande et l'Angleterre, laquelle reçut l'appui du Conseil général de l'AIT (Association internationale des travailleurs), mais n'empêcha pas pour autant les autorités britanniques de mettre la sentence à exécution, le 23 novembre, et faire ainsi que les trois hommes entrassent dans la postérité adoués du titre de "Martyrs de Manchester". Toute cette période durant, Marx s'était employé à tirer profit de ces manifestations de sympathie pour mener à bien son projet d'unification des prolétariats des "îles sœurs" autour de la question nationale irlandaise, par le biais notamment d'une campagne de sensibilisation placée sous la direction du Conseil général de l'AIT. Mais, le 12 décembre, Marx et ses camarades se virent dépossédés des fruits de leurs efforts par un événement aux conséquences funestes: un groupe de *Fenians* commit un attentat à l'explosif contre la prison londonienne de Clerkenwell, en vue de libérer l'un de leurs dirigeants. Résultat: l'explosion détruisit plusieurs maisons voisines, tua trois personnes et en blessa une quarantaine. Du coup, en Angleterre, tout soutien populaire à l'endroit du mouvement *Fenian* s'évapora du jour au lendemain. Le 14 décembre, Marx exprima toute son amertume dans une lettre adressée à Engels:

Ce dernier *exploit fenian* à Clerkenwell est une grosse sottise. Il a pour effet de rendre furieuses les masses londoniennes, qui manifestaient beaucoup de sympathie pour l'Irlande, et de les jeter dans les bras du parti gouvernemental. On ne peut attendre des prolétaires londoniens qu'ils se laissent projeter dans les airs en l'honneur de *Fenian emissaries* (émissaires des Fenians). De manières générales une fatalité pèse sur ce genre de conspiration secrète et mélodramatique.²⁹

Toutefois, les deux théoriciens ne perdirent nullement espoir. Désormais gagnés à l'idée de faire de l'Irlande le levier par lequel aboutirait une révolution prolétarienne en Angleterre,³⁰ Marx et Engels s'impliquèrent sans réserve dans la campagne d'amnistie en faveur des prisonniers *Fenians*, lancée fin 1868. Une campagne qui se traduisit notamment par l'organisation de grandes manifestations en Irlande et en Angleterre, dont l'une des plus importantes fut celle de Hyde Park à Londres, le 24 octobre 1869, à laquelle participèrent plus de 200 000 personnes, preuve pour Marx, "that at least a part of the English working class had lost their prejudice against the Irish."³¹ Puis vint, le 25 novembre, l'élection à la Chambre des communes du chef *Fenian*, Jeremiah O'Donovan Rossa (1831–1915), alors qu'il purgeait une peine de prison à vie à Chatham. Un tel événement ne pouvait à l'évidence laisser insensible les deux révolutionnaires allemands, ainsi que l'atteste cet extrait d'une lettre qu'Engels rédigea quatre jours plus tard pour, entre autres, faire part à Marx de sa satisfaction:

L'élection à Tipperary est un événement. Elle sort les fenians de leurs conspirations sans objet et des petits coups qu'ils organisaient pour les mettre sur la voie d'une action qui, bien que légale en apparence, est bien plus révolutionnaire que tout ce qu'ils ont fait depuis l'échec de leur insurrection.³²

Cependant, dans les années 1870, les chances de réussite d'une rébellion en Irlande paraissant infimes, Marx et Engels accordèrent une importance moindre à la question irlandaise. Il est vrai aussi qu'après l'échec de la Commune de Paris en 1871, les principaux dirigeants du mouvement ouvrier anglais allaient définitivement opter pour le réformisme et la collaboration de classes au détriment du projet de parti ouvrier révolutionnaire, cher aux deux théoriciens allemands.³³ Mais bien que ces derniers dussent par conséquent modifier leur stratégie, il n'en demeure pas moins que l'Irlande fut pendant un certain laps de temps au cœur du dispositif révolutionnaire mis en place par leur soin. Reste à savoir ce qu'il en fut au juste de la véritable nature de la question irlandaise du temps de Marx et Engels, et plus largement à l'époque allant de la deuxième moitié du XVIII^e siècle à la fin de la Guerre civile de 1922–23.

QUESTION ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE?

Au regard des réalités sociologiques et politiques de l'Irlande, d'aucuns pensent que Marx et Engels se méprirent sur la nature même du problème. Ainsi en fut-il, entre autres, de l'historien Nicholas Mansergh pour qui les deux théoriciens ne tinrent pas suffisamment compte du caractère essentiellement politique de la question irlandaise, même si Marx lui reconnut néanmoins une dimension nationale. Afin de corroborer son point de vue, Mansergh cite la définition du matérialisme historique selon Engels: "The final causes of all social changes and political revolutions are to be sought in men's brains, not in man's better insight into eternal truth and justice, but in changes in the modes of production and exchange."³⁴ A partir de cette citation, Mansergh explicite alors la pensée d'Engels: "One is bound to conclude that political motive forces are no more than a superficial manifestation of a fundamental economic struggle."³⁵ Ce qui signifie que, dans le cadre de l'Irlande du XIX^e siècle notamment, les aspirations à l'indépendance procédaient d'un mécontentement d'origine économique. Or Mansergh contredit cette assertion et

reproche à Marx et Engels d'avoir fait de la question agraire une partie intégrante de la question irlandaise. L'historien affirme que les Irlandais nourrissaient en leur sein des aspirations bien plus politiques qu'économiques, qu'ils étaient en d'autres termes disposés à sacrifier toute prospérité économique afin d'assouvir leurs revendications politiques. Il veut pour preuve la loi agraire de 1903, plus connue comme la *Wyndham Act*,³⁶ qui selon lui n'empêcha nullement la fibre patriotique de la paysannerie irlandaise de vibrer seize ans plus tard lors de la Guerre d'indépendance de 1919–1921. Et Mansergh de conclure: "The Irish Question was, as Marx never understood, a political question."³⁷ Point de vue que partage entièrement l'historien français, Pierre Joannon, comme en témoigne le passage suivant: "Marx et Balfour³⁸ ont cru à l'influence prédominante des facteurs économiques et sociaux alors que la question d'Irlande est d'abord essentiellement une question politique".³⁹ Soit!

Une chose est certaine, en tout cas, c'est que les diagnostics posés par Marx et Engels les amenèrent à commettre des erreurs en matière de prédiction—comme le fait d'ailleurs remarquer Mansergh. En premier lieu, ils surestimèrent l'importance que revêtait l'Irlande aux yeux de l'aristocratie foncière anglaise, laquelle se dissociait en fait de *landlords* anglo-irlandais qu'elle traitait avec condescendance de par l'indignité de leurs agissements, eu égard à leur rang. N'oublions pas non plus, à ce propos, qu'entre 1870 et 1903 les *landlords* anglais contribuèrent largement, par Parlement interposé—qu'ils dominaient encore à l'époque—, au démantèlement progressif du pouvoir de leurs homologues anglo-irlandais. Ce qui laisse à penser que l'éradication en Irlande du système connu comme le "landlordisme" n'aurait eu pour seul effet que d'affermir et non d'affaiblir, ainsi que l'escomptaient les deux théoriciens allemands, l'hégémonie d'une noblesse terrienne anglaise, dorénavant amputée d'une composante irlandaise à ses yeux rongée par la gangrène. Par ailleurs, Marx et Engels eurent tendance à sous-estimer le réformisme du mouvement ouvrier anglais, réformisme qu'ils entendaient annihiler à la faveur d'une autonomie politique de l'Irlande, devant en principe servir de catalyseur à l'émergence en Angleterre d'un parti révolutionnaire, censé œuvrer pour l'émancipation sociale des classes laborieuses. Sauf que l'instauration de l'État Libre d'Irlande en 1922 ne devait pas non plus répondre rétroactivement aux attentes qui avaient été celles de Marx et Engels de leur vivant.⁴⁰

Doit-on pour autant en déduire, de façon péremptoire et catégorique, que la question irlandaise ne se déclinait que politiquement? Rien n'est moins sûr, à dire vrai, si l'on se réfère à l'analyse qui suit,⁴¹ laquelle donne plutôt créance à Marx pour qui, rappelons-le, la question irlandaise présentait un caractère à la fois économique et politique, les deux étant à ses yeux indissociables. Or ce lien établi par le philosophe allemand remontait, semble-t-il, aux origines mêmes du nationalisme irlandais. Des origines dont la paternité revint au mouvement de protestation lancé au milieu du XVIII^e siècle par une oligarchie anglicane soucieuse d'assurer la défense de ses intérêts économiques, mis à mal par la subordination du Parlement de Dublin à celui de Londres, notamment en matière de législation commerciale. La lutte pour l'obtention d'un pouvoir législatif accru se voulait donc, pour la noblesse anglo-irlandaise, le moyen d'aboutir à un pouvoir économique tout aussi accru, grâce auquel les deux royaumes se retrouveraient sur un même pied d'égalité. Fortement éprouvées par la déroute de leurs armées au cours d'une Guerre d'indépendance américaine déclenchée en 1776, les autorités britanniques voulurent à tout prix prévenir tout nouveau conflit que laissait pressager la situation de crise qui minait l'Irlande. Furent donc renforcées,

en 1782, les prérogatives d'un Parlement de Dublin qu'il fut dès lors convenu d'appeler le "Parlement de Grattan"—du nom du chef des "patriotes" irlandais, Henry Grattan (1746–1820)—théoriquement affranchi de la tutelle anglaise. Puis, dans les années 1790, ce fut au tour des classes moyennes protestantes, toutes obédiences confondues, de se révolter au travers de la *Society of United Irishmen*, en l'occurrence contre la corruption et la non représentativité d'un "Parlement de Grattan," œuvrant exclusivement au profit de l'aristocratie foncière, assujetti qu'il était de surcroît à un exécutif à la solde du gouvernement anglais. En guise d'expédient destiné à inverser cette tendance et instaurer un système politique favorable à l'épanouissement économique de leurs propres catégories sociales, les Irlandais Unis optèrent finalement pour l'indépendance totale de l'Irlande par voie insurrectionnelle et sous forme de République, à partir de 1795. Pour ce faire, il leur fallut d'abord gagner les masses catholiques à leur cause, en leur promettant de satisfaire leurs revendications certes politiques et religieuses mais aussi économiques—synonymes de redistribution plus ou moins équitable des grands domaines appartenant à l'oligarchie protestante—une fois l'émancipation nationale acquise. Du reste, dans le même ordre d'idée, la plupart des porte-parole du nationalisme dit "autochtone"⁴² allaient tout au long de l'Union⁴³ légitimer leur combat—qu'il fût constitutionnel ou révolutionnaire—entre autres à partir de l'idée pour le moins discutable que d'une résolution politique de la question irlandaise résulterait inéluctablement la fin de tous les problèmes socio-économiques, accumulés depuis l'adoption d'un Acte d'Union ayant mis un terme à la prospérité qui avait été celle de l'Irlande du temps du "Parlement de Grattan." Était de ce fait envisagée, pour y remédier, une indépendance ou une autonomie nationale, dont toutes les couches sociales du pays devaient en principe bénéficier économiquement parlant, à condition toutefois qu'elles s'unissent en vertu justement d'un idéal politique commun, censé transcender les antagonismes de classes traditionnels. Ce que corrobore, entre autres exemples, cet extrait d'un discours prononcé en 1907 par John Redmond (1856–1918), leader des parlementaires autonomistes irlandais au début du XX^e siècle:

The demand of National self-government is . . . founded by us, first of all, upon right, and we declare that no ameliorative reforms, no number of Land Acts, or Labourers Acts, no redress of financial grievances, no material improvements or industrial development, can never satisfy Ireland until Irish laws are made and administered upon Irish soil by Irishmen.⁴⁴

Seules exceptions qui confirmaient la règle: lorsque la cible—en l'occurrence le *landlord* anglo-irlandais—incarnait l'oppression à la fois socio-économique et politique endurée par le peuple irlandais, comme dans le cadre notamment de la Guerre agraire de 1879–82.

Quant à la *Wyndham Act* de 1903, fut-elle vraiment, "the prelude to a decisive forward movement in national sentiment", ainsi que l'affirme Mansergh qui en conclut que, "the land question was not an integral and a necessary part of the nationalist movement, however much it contributed for a period to its driving force?"⁴⁵ Autrement dit, toujours selon Mansergh:

The political aims of Ireland possessed a vitality quite independent of any economic issue, and in fact the solution of the land served to concentrate attention on the

national question. The removal of the social grievance assisted the union of remarkably divergent forces on the national claim to independence.⁴⁶

Or, là encore, les assertions de l'historien donnent matière à discussion. D'une part, il importe ici de rappeler que si, à l'aube de la Guerre d'indépendance de 1919–1921, la *Wyndham Act* avait bel et bien contenté les ambitions de la majorité des agriculteurs irlandais, elle n'en avait pas pour autant réglé la question agraire ni même supprimé l'ensemble des griefs sociaux consubstantiels à l'Irlande. En témoignent, tout particulièrement, les divers troubles déclenchés en contrepoint de la lutte de libération nationale, lesquels furent réprimés pour partie par les forces révolutionnaires de l'IRA (*Irish Republican Army*), à l'exclusion de ceux qui entravaient l'effort de guerre britannique. D'autre part, si Marx assignait une dimension politique à la question irlandaise, si pour lui la révolution nationale irlandaise devait amorcer la révolution prolétarienne universelle, n'admettait-il pas par là-même le patriotisme irlandais comme un fait réel, néanmoins susceptible d'être utilisé à des fins économiques à l'échelle internationale? A n'en pas douter. De sorte qu'il n'est nullement certain, comme le prétend Joannon, que Marx eût "déduit la pacification de l'Irlande"⁴⁷ au lendemain de la promulgation de la *Wyndham Act*, puisque celle-ci ne régla pas une question irlandaise pourvue, d'après le philosophe allemand, d'un versant politique (toujours en attente de résorption en 1903) et d'un versant socio-économique (partiellement résorbé par la réforme agraire de 1903). Est-ce à dire que les bénéficiaires de la loi Wyndham s'engagèrent à l'avant-garde du combat indépendantiste, parce qu'ils n'auraient su s'épanouir complètement qu'une fois atteinte l'émancipation nationale de l'Irlande, mettant ainsi en relief la nature organique et au fond insécable des versants économique et politique de la question irlandaise? On est en droit de le penser, d'autant que la résolution là aussi partielle de la question politique, en 1922, ne devait pas non plus résoudre la question irlandaise, en ce sens que l'établissement de l'État Libre d'Irlande ne se traduit pas par la résolution de la question agraire, laquelle refit surface au cours de la Guerre civile de 1922–23, puis à partir de 1926 dans le cadre de la campagne menée contre les annuités foncières dues à la Grande-Bretagne.⁴⁸

En fait, tout cela tend à démontrer que si erreur de diagnostic il y eut, Marx et Engels la commirent non pas en regard des réalités sociologiques et politiques de l'Irlande mais plutôt en regard de celles inhérentes à l'Angleterre. Du reste, de lucidité à l'endroit de la verte Érin, les deux théoriciens en firent également preuve en ce qui concerne les fortes convictions religieuses de la paysannerie irlandaise qu'illustrait, selon eux, son rejet du principe de lutte des classes, tel que le concevait à l'époque les socialistes. Ce phénomène, Engels l'expliqua dans une lettre adressée à Marx en décembre 1869:

L'Irlande reste encore la *sacra insula*, dont il ne faut surtout pas mêler les aspirations aux luttes de classes profanes du reste du monde peuplé d'hérétiques. Pour une part, c'est sans doute chez ces gens une attitude folle, mais sincère; il est cependant tout aussi certain que, pour une autre part, c'est un calcul des porte-parole du mouvement pour maintenir leur emprise sur le paysan. S'y ajoute qu'une nation paysanne est toujours contrainte de choisir ceux qui la représentent par la plume dans la bourgeoisie des villes et ses idéologues Or pour ces Messieurs le mouvement ouvrier tout entier est pure hérésie, et le paysan irlandais ne doit pas savoir que les ouvriers socialistes sont ses seuls alliés en Europe.⁴⁹

De tous ces paramètres, Marx et Engels en tinrent à l'évidence compte dans l'élaboration théorique de leurs desseins révolutionnaires. A tel point qu'ils entendaient même faire précéder, toujours dans le cadre de l'Irlande, la révolution agraire de la révolution nationale, laquelle révolution agraire devait, d'après eux, sonner le glas du pouvoir aristocratique en Angleterre.⁵⁰ C'est pourquoi il apparaît difficile d'adhérer à l'assertion de Joannon, selon laquelle Marx s'était trompé "en croyant que la solution économique de la question d'Irlande entraînerait l'extinction de sa revendication politique."⁵¹ Certes, comme le leur reproche Mansergh, les deux théoriciens allemands passèrent outre la question d'Ulster, pourvu qu'ils étaient d'une vision on ne peut plus superficielle et réductrice des antagonismes spécifiques à la province du nord-est de l'Irlande, ainsi que l'atteste cet extrait d'une lettre qu'adressa Marx à Ludwig Kugelmann, en avril 1868:

L'Irish Church morte, les protestants *Irish tenants* (tenanciers irlandais) protestants de la province d'Ulster se joindront aux *tenants* catholiques dans les trois autres provinces d'Irlande et se rallieront à leur mouvement, tandis que, jusqu'à présent, le "landlordisme" pouvait exploiter cet antagonisme *religieux*.⁵²

Or comment Marx et Engels auraient-ils pu apprécier objectivement l'ampleur du loyalisme et du sectarisme des protestants d'Ulster, sachant qu'il fallut attendre la deuxième moitié des années 1880 et la première crise du *Home Rule*—soit trois ans après le décès de Marx—, avant d'en prendre la mesure?⁵³ Ce que d'ailleurs Mansergh ne manque pas de reconnaître, tout en demeurant intraitable envers Marx: "Even though the Ulster Question did not assume its outwardly intransigent character until after the First Home Rule Bill of 1886, no one save a theorist observing Ireland from the narrow window of rigid dogma could have overlooked its potential significance."⁵⁴ Sauf que de grandes figures du nationalisme irlandais—qu'elles fussent autonomistes ou séparatistes, constitutionnalistes ou révolutionnaires—devaient elles aussi voir les problèmes du nord-est de l'île au travers d'un prisme. Ainsi en fut-il notamment du chef de file des parlementaires autonomistes irlandais dans les années 1880, Charles Stewart Parnell (1846–1891), pourtant de confession anglicane, pour qui la question ne se posait pas en termes autres que socio-économiques: les tensions entre fermiers catholiques et protestants, par exemple, cesseraient à condition d'instituer le principe de propriété paysanne.⁵⁵ Et que dire encore du leader séparatiste de la Rébellion de Pâques 1916,⁵⁶ Patrick H. Pearse (1879–1916), qui, dans un essai rédigé en novembre 1913, considérait la communauté « orangiste » comme une composante à part entière de la nation irlandaise, susceptible—espérait-il—de prendre les armes pour éventuellement combattre la tyrannie britannique? Ainsi que l'atteste le passage suivant:

I am glad, then, that the North has "begun".⁵⁷ I am glad that the Orangemen have armed, for it is a goodly thing to see arms in Irish Hands. I should like to see the A.O.H armed. I should like to see the Transport Workers armed. I should like to see any and every body of Irish citizens armed. We must accustom ourselves to the thought of arms, to the sight of arms, to the use of arms.⁵⁸

Si bien que l'on ne saurait guère blâmer Marx et Engels de n'avoir su jauger à sa juste valeur un particularisme ulstérien, sur lequel d'aucuns supposés mieux avisés qu'eux allaient tout autant se méprendre. Dernier point enfin: si, contrairement à ce qu'avait

prédit Marx, les tenanciers protestants ne se rallièrent pas au mouvement de leurs homologues catholiques, au lendemain du “désétablissement” de l’Église d’Irlande en 1869, doit-on alors en conclure, à l’instar de Mansergh, que le philosophe allemand se trompait en subordonnant systématiquement à des motifs économiques toute adhésion doctrinale, qu’elle fût temporelle ou spirituelle.⁵⁹ Oui et non, à vrai dire, car d’un autre côté, tout nous porte à croire que le repli “communautariste” des travailleurs protestants de toutes obédiences aurait puisé sa source dans la défense de privilèges à caractère économique qu’aurait abolis, selon eux, l’abrogation de l’Union, puis la réunification de l’Irlande. Sinon comment expliquer que les travailleurs en question surent en certaines circonstances—plus particulièrement lors des grèves organisées à Belfast en 1907 et 1932—transcender leurs animosités politico-confessionnelles en se joignant à leurs homologues catholiques dans une même communauté d’intérêts, lorsque justement ces intérêts divergeaient par trop de ceux des classes possédantes protestantes?

Alors, la question irlandaise: question économique ou politique? Au vu de l’analyse qui précède, l’on serait tenté de répondre par: ni l’une ni l’autre mais les deux à la fois, sur le modèle du postulat émis par Marx, qu’il intégrait néanmoins dans une démarche socio-économique devant en principe ouvrir la voie à la révolution prolétarienne universelle appelée de ses vœux. Parmi les principales figures du mouvement ouvrier irlandais, James Connolly (1868–1916) fut sans doute celle qui assimila le mieux la nature de la question irlandaise, telle que l’avait défini Marx et Engels, sans pour autant se faire l’apôtre dogmatique de la pensée marxiste, notamment en ce qui concerne l’Irlande. Quoique patriote convaincu—il compta parmi les leaders séparatistes exécutés au lendemain de la rébellion avortée de Pâques 1916—Connolly n’en différait pas moins des nationalistes orthodoxes, toutes tendances réunies, du point de vue stratégique et téléologique, en ce sens qu’il ne croyait pas en la collaboration de classes prônée par ces derniers pour atteindre leurs objectifs. Cette collaboration n’était à ses yeux qu’un subterfuge destiné à tromper les masses laborieuses dont les intérêts économiques ne s’accordaient guère avec ceux de dirigeants nantis, censés les conduire sur le chemin de l’émancipation politique, elle-même porteuse de leur émancipation sociale. Or, toujours selon Connolly, seules les classes possédantes tireraient profit d’une Irlande complètement ou partiellement affranchie de la tutelle britannique, si dans un même temps les rapports sociaux demeuraient en l’état—sur ce point au moins, l’histoire lui donna raison. C’est pourquoi, sur le mode marxien de l’auto-émancipation prolétarienne,⁶⁰ le socialiste irlandais entendait positionner les diverses classes laborieuses à l’avant-garde du combat indépendantiste, en lieu et place de la bourgeoisie et des classes moyennes, afin d’établir en Irlande une République des travailleurs. Conscient, au même titre du reste que Marx et Engels avant lui, des difficultés que revêtait sa tâche compte tenu notamment de la barrière religieuse, Connolly s’employa ainsi à unir l’ensemble des travailleurs irlandais sur une base politiquement irénique et socialement révolutionnaire. Or qu’en fut-il au juste du peuple ouvrier et paysan irlandais, organisé ou non? Suivit-il l’évangile marxien selon Connolly, que ce fût avant ou après son trépas en mai 1916? L’on ne saurait le dire, en ce sens que la plupart des travailleurs irlandais—industriels comme agricoles—eut tendance à œuvrer dans le domaine socio-économique indépendamment de la question nationale, persuadés que l’autonomie ou l’indépendance politique du pays améliorerait de toute façon les conditions d’existence de la nation toute entière. D’où le soutien qu’apportèrent dès la fin du XVIII^e siècle nombre d’entre eux, à titre individuel, aux

divers mouvements nationalistes, pourtant dirigés par des hommes dont les intérêts et les aspirations sociales différaient le plus souvent des leurs. Ce qui explique, pour partie, que jamais le marxisme ou le socialisme, sous toutes ses formes, ne fit vraiment florès au sein de mouvements ouvrier et agraire irlandais, plus enclins à appuyer des organisations nationalistes, le plus souvent conservatrices du point de vue socio-économique. Et cela bien que la question irlandaise comprît bel et bien, comme l'avaient souligné Marx et Engels, un versant économique et un autre politique, interdépendants certes mais néanmoins non fusionnels.

NOTES

1. Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance, tome 10 (1869–70)* (Paris: Éditions sociales, 1984), 222. Les mots placés entre parenthèses et en italique sont conformes aux textes d'origine, en ce qui concerne toutes les citations issues de la correspondance de Marx et Engels.
2. *Ibid.*, 344.
3. *Ibid.*
4. Pour un exposé détaillé d'Engels sur l'immigration irlandaise en Angleterre, voir Karl Marx and Friedrich Engels, *Marx and Engels on Britain* (Moscow: Foreign Languages Publishing House, 1962), 123–27.
5. Fondé en Angleterre, à la fin des années 1830, le mouvement chartiste fut le résultat d'une alliance de classes entre la fraction de la bourgeoisie, adepte de la pensée radicale du XVIII^e siècle, et l'avant-garde éclairée de la classe ouvrière. Son nom, il le devait à la fameuse Charte du peuple, rédigée en 1838. Jusqu'en 1848, les militants de cette organisation s'efforcèrent d'obtenir des réformes socio-politiques—telles que le suffrage universel pour les hommes à partir de 21 ans—en vue d'améliorer leur condition de vie. Voir James Epstein and Dorothy Thompson, eds., *The Chartist Experience: Studies in Working-Class Radicalism and Culture, 1830–60* (London: Macmillan, 1982).
6. Roger Faligot, *James Connolly et le mouvement révolutionnaire irlandais* (Rennes: Terre de Brume, 1997), 246–47; John Newsinger, "A Great Blow Must Be Struck in Ireland": Karl Marx and the Fenians," *Race and Class* 24.2 (Autumn 1982): 151–52.
7. Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance, tome 4 (1853–57)* (Paris: Éditions sociales, 1974), 308.
8. *Ibid.*, 307.
9. "Naguère, je tenais pour impossible que l'Irlande se sépare de l'Angleterre", écrivait Marx à Engels, le 2 novembre 1867. Voir Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance, tome 9 (1867–68)* (Paris: Éditions sociales, 1982), 73.
10. *Ibid.*, 104–5.
11. *Ibid.*, 73.
12. En 1800, soit deux après la répression de la rébellion orchestrée par les Irlandais Unis, le gouvernement britannique—qui ne pouvait désormais plus souffrir la moindre atteinte à la sûreté de l'État en cette période de guerre avec la France—invalida quasiment toutes les concessions faites à l'Irlande depuis 1782 et lui imposa l'Union anglo-irlandaise, laquelle abolissait le Parlement de Dublin (les Irlandais devant désormais dépêcher une centaine de représentants au Parlement de Londres) et intégrait totalement le pays au système économique britannique. Voir G. C. Bolton, *The Passing of the Irish Act of Union* (London: Oxford University Press, 1966).
13. Marx et Engels, *Correspondance, tome 9*, 105.
14. *Ibid.*
15. A. L. Morton et George Tate, *Histoire du mouvement ouvrier anglais* (Paris: Maspéro, 1963), 152.

16. *Ibid.*
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*, 143–53.
19. Marx and Engels, *On Britain*, 506–7.
20. *Ibid.*, 127.
21. Marx et Engels, *Correspondance*, tome 10, 222.
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*, 343–44.
24. *Ibid.*, 345.
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*, 344.
27. *Ibid.*, 345–46.
28. Fondé en 1858, le mouvement *Fenian*—nommé ainsi par référence aux *Fianna*, guerriers légendaires de l’Irlande celtique—, ou encore l’*Irish Republican Brotherhood*, s’était donné pour objectif d’établir en Irlande une République indépendante et laïque, par l’usage de la force. Voir John O’Leary, *Recollections of Fenians and Fenianism* (1896) 2 vols. (Dublin: Irish University Press, 1968).
29. Marx et Engels, *Correspondance*, tome 9, 121.
30. “C’est en Irlande qu’il faut placer le levier. Voilà pourquoi la question irlandaise est si importante pour le mouvement social en général”, devait écrire Marx à Engels, le 10 décembre 1869. Voir Marx et Engels, *Correspondance*, tome 10, 232–33.
31. Karl Marx et Friedrich Engels, *Ireland and the Irish Question* (London: Lawrence and Wishart, 1971), 151. Sur Marx et Engels et la campagne d’amnistie, voir Newsinger, “A Great Blow Must Be Struck in Ireland,” 162.
32. Marx et Engels, *Correspondance*, tome 10, 218.
33. Newsinger, 164–65; D. R. O’Connor Lysaght, *The First Three Socialist Internationals* (Belfast: Peoples Democracy, 1989), 8–9.
34. Cité dans Nicholas Mansergh, *The Irish Question, 1840–1921* (London: Unwin University Books, 1968), 101.
35. *Ibid.*
36. La loi Wyndham—du nom du secrétaire d’Etat aux affaires irlandaises, George Wyndham, qui la proposa—permettait aux tenanciers de faire l’acquisition de leur ferme, par le truchement de prêts remboursables à l’Etat en 68 annuités et demi, à 3,25% d’intérêt. Voir Elie Halévy, *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle. Les Impérialistes au pouvoir, 1895–1905* (1926) (Paris: Hachette littérature, 1975), 374–77.
37. Mansergh, *The Irish Question*, 101–5.
38. Arthur James Balfour (1848–1930), chef du parti conservateur, était à la tête du gouvernement britannique lorsque la loi Wyndham de 1903 fut adoptée.
39. Et Joannon de citer Mansergh pour étayer son propos, dans la phrase qui suit. Voir Pierre Joannon, *Histoire de l’Irlande* (Paris: Plon, 1973), 190.
40. *Ibid.*, 190; Mansergh, *The Irish Question*, 105–6.
41. Cette analyse s’inspire largement de la thèse de doctorat de l’auteur du présent article. Voir Olivier Coquelin, “La Révolution conservatrice: genèse idéologique de l’Irlande politique et sociale, 1800–1923” (Ph.D. diss., Université de Rennes 2-Haute Bretagne, 2004).
42. Ainsi, l’alliance des Irlandais Unis avec les masses catholiques posa les fondements du nationalisme dit “autochtone” en ce sens que, au lendemain de la rébellion avortée de 1798, le nationalisme irlandais allait revêtir un caractère confessionnel (catholique), ethnique (gaélique) et social (populaire) ou œcuménique et irénique tel qu’il se fit “autochtone” et non plus “colonial”, compris comme l’expression d’une communauté religieuse (en l’occurrence les anglicans), établie hors métropole (en l’occurrence en Irlande), et luttant pour sa souveraineté dans un cadre impérial (tels les “patriotes” de Henry Grattan), tout en vilipendant des autochtones (en l’occurrence de confession catholique et de culture celtique) et autres colons dissidents (notamment les presbytériens), soumis en vertu de la législation locale (en l’occurrence au travers des lois pénales). Sur les différents aspects du nationalisme

- irlandais, voir D. George Boyce, *Nationalism in Ireland* (London: Routledge, 1995), 18–19; 104–7; J. G. Simms, *Colonial Nationalism, 1698–1776* (Cork: The Mercier Press, 1976), 9.
43. Voir note 12.
 44. Cité dans *Freeman's Journal*, 5 September 1907, p. 8.
 45. Mansergh, *The Irish Question*, 103.
 46. *Ibid.*, 233.
 47. Joannon, *Histoire de l'Irlande*, 190.
 48. D'après un accord tacite passé entre les autorités des deux îles en février 1923, les paysans irlandais ayant contracté un emprunt pour l'achat de leur terre, devaient continuer à régler leurs annuités foncières à la Grande-Bretagne, sous peine de poursuites judiciaires en cas d'insolvabilité. Ce qui eut pour effet de raviver le mécontentement en milieu rural et de déclencher, en 1926, la Campagne des annuités foncières laquelle devait durer jusqu'en 1932. Voir Richard English, *Radical and the Republic: Socialist Republicanism in the Irish Free State, 1925–1937* (Oxford: Clarendon Press, 1994), 86–95.
 49. Marx et Engels, *Correspondance*, tome 10, 227–28.
 50. Voir la citation en note 26.
 51. Joannon, *Histoire de l'Irlande*, 190.
 52. Marx et Engels, *Correspondance*, tome 9, 198.
 53. Lors des élections législatives de novembre 1885, le parti autonomiste irlandais de Charles Parnell remporta tous les sièges dévolus à l'Irlande, à l'exclusion de ceux des bastions loyalistes d'Ulster et du *Trinity College* de Dublin. Parnell et son groupe se retrouvèrent donc en position de conduire sur la plus haute marche du pouvoir, de par le jeu des alliances parlementaires, l'organisation la mieux disposée à octroyer l'autonomie de l'Irlande. Ce furent les *Whigs* de William Gladstone qui, en définitive, assumèrent ce rôle avec pour corollaire l'introduction d'un *Home Rule Bill*, en avril 1886. Sauf que la question nationale irlandaise eut tôt fait de diviser le parti libéral entre, d'un côté, les gladstoniens pro-*Home Rule* et, d'un autre, les "impérialistes" alliés aux conservateurs et aux unionistes protestants d'Ulster. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le projet de loi sur l'autonomie fût finalement rejeté. Voir Liz Curtis, *The Cause of Ireland* (Belfast: Beyond the Pale Publications, 1994), 123–41.
 54. Mansergh, *The Irish Question*, 104.
 55. F. S. L. Lyons, "The Political Ideas of Parnell," *Historical Journal* 16.4 (1973): 767–69.
 56. Les historiens s'accordent généralement pour faire remonter les origines de la Révolution irlandaise de 1916–1923—qui devait notamment aboutir à la partition de l'île en deux entités distinctes—à l'insurrection avortée de Pâques 1916, laquelle avait été l'œuvre des miliciens séparatistes des *Irish Volunteers*, dirigés entre autres par Patrick Pearse et alliés au bataillon ouvrier de James Connolly, l'*Irish Citizen Army*.
 57. Pearse fait ici référence à un article de l'historien Eoin MacNeill intitulé, "The North Began", dans lequel il incitait les nationalistes à se guider sur l'exemple de leurs homologues unionistes qui, en janvier 1913, avaient fondé une milice, l'*Ulster Volunteer Force*, en vue de s'opposer à l'application du *Home Rule*, prévue pour octobre 1914, par la force des armes si nécessaire.
 58. Patrick H. Pearse, "The Coming Revolution," in *Collected Works of Padraic H. Pearse: Political Writings and Speeches* (Dublin: The Phoenix Publishing Co., 1924), 98.
 59. Mansergh, *The Irish Question*, 104.
 60. Dans la préface de l'édition allemande de 1890 du *Manifeste du Parti communiste*, Engels rappela l'attachement de Marx et de sa personne au principe suivant: "L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même". Voir Marx et Engels, *Manifeste du Parti communiste* (1847) (Paris: Éditions sociales, 1972), 108.